

arrêt
sur **images**

A R T I C L E

GAZA : "FISHEYE" CENSURE UNE CHRONIQUE CRITIQUE ENVERS ISRAËL

Mise en abyme spectaculaire du propos
même du texte du chercheur



Loris Guémart

21 décembre 2023 *Maj: 21 décembre 2023*





La veille du bouclage d'une édition sur la guerre, le magazine de photographie a supprimé une chronique commandée au maître de conférences en histoire visuelle André Gunthert, portant notamment sur l'invisibilité des images de Gaza dans les médias occidentaux. Le directeur de la publication Benoît Baume dément toute censure : le texte n'avait pas sa place dans le magazine, étant "à charge" contre Israël et pas assez focalisé sur les images, répond-il.

Ce jeudi 21 décembre, la publication spécialisée dans la photographie *Fisheye Magazine* envoie à son imprimeur un numéro spécial à propos de la photographie de guerre. Hier, en catastrophe, il a supprimé deux pages de sa maquette, c'est-à-dire du fichier définitif. Que contenaient-elles ? La 62e chronique de l'universitaire spécialiste des images (et **ex-chroniqueur** d'*Arrêt sur images*) André Gunthert, dont le texte "*parlait des images de Gaza, qui contredisent le récit propagandiste israélien*", s'est-il ému **le 21 décembre sur X (ex-Twitter)** en annonçant la fin de sa collaboration avec le magazine. Et en renvoyant vers les dizaines de chroniques écrites pour *Fisheye Magazine* depuis neuf ans **republiées sur son blog *L'image sociale***. "*Cette censure inattendue confirme malheureusement*" **un texte d'*Acrimed*** déplorant une "*asphyxie du débat public*" suite aux massacres du 7-October, écrit-il aussi. "*C'est la première fois qu'on me refuse un texte, c'est très surprenant, témoigne-t-il auprès d'ASI. Ils ont toujours été très tolérants [...]. Il arrivait qu'on fasse des corrections, mais j'ai toujours été d'accord parce qu'elles étaient toujours pertinentes.*"



André Gunthert

@gunthert



Bye bye [@Fisheylemag](#) ! Ma 62e chronique pour le magazine photo ne paraîtra pas: elle parlait des images de Gaza, qui contredisent le récit propagandiste israélien. Triste fin pour ce qui fut une belle collaboration et un passionnant observatoire.



"Triste fin"

André Gunthert, X (ex-Twitter), 21 décembre 2023

UNE COMMANDE SUR "LA CIRCULATION DES IMAGES DE GUERRE VIA LES RÉSEAUX"

Tout a commencé début novembre, lorsque le rédacteur en chef du bimestriel Éric Karsenty écrit au chercheur afin de lui commander une chronique sur *"la circulation des images de guerre via les réseaux"*, dans le cadre d'un numéro dédié à la *"photographie [de] guerre"*, selon un courriel qu'ASI s'est procuré.

"Normalement, une chronique est indépendante du contenu du journal, mais quand ils font un numéro spécial, ils me préviennent à l'avance", rapporte l'universitaire. Cette fois-ci, le rédacteur en chef lui propose même deux pages au lieu d'une. Immédiatement, il pense à l'Ukraine, et encore plus à Gaza. Lors des premiers échanges autour de ce *"terrain dangereux et polémique"*, il est établi qu'André Gunthert ne va *"pas faire un article politique"*, se souvient ce dernier. *"J'ai essayé de faire un article très lissé, pas une analyse politique, poursuit le chercheur. J'ai évité les mots qui fâchent comme «génocide» et «apartheid»."*

L'introduction de sa chronique décrit ce qui rapproche les deux terrains de guerre : *"Les États occidentaux n'interviennent pas directement dans les conflits, mais déploient un soutien appuyé à l'Ukraine et à Israël"*, ce qui *"mobilise fortement les opinions publiques des pays alliés, dont les dirigeants cherchent l'approbation"* et *"renforce le rôle de témoignage des images"*. Sans oublier, poursuit-il, *"leur dimension coloniale"*, tant de la Russie que d'Israël. *"Le problème est effectivement dans un état de fait que je décris : les images de Gaza sont venues contredire le discours, la vision de communication de guerre d'Israël, analyse-t-il auprès d'ASI. Israël peut faire de la communication de guerre, ça s'appelle de la propagande et ce n'est pas anormal qu'un État belligérant vienne imposer sa vision, le problème est que les journaux relaient sans critique cette vision."*

Sa chronique explore donc les tentatives par l'État israélien d'exploiter les images issues des massacres du 7-October, en montrant les films pris par les caméras portatives des membres du Hamas **aux journalistes et responsables politiques**, ou en encourageant la propagation de fausses nouvelles **telle que "la décapitation de 40 bébés"** et **"des corps d'enfants brûlés au four"**, écrit-il. Avec un succès certain concernant les grands médias des pays occidentaux, aussi bien que leurs opinions publiques. Du moins jusqu'à ce que les images de Gaza sous le feu des bombes jour après jour, images parvenant au public occidental d'abord via les réseaux sociaux, ne retournent progressivement lesdites opinions publiques en défaveur d'Israël. Un retournement **"comparable au retournement de l'opinion lors du mouvement des Gilets jaunes"**, écrit aussi le chercheur.

LIRE AUSSI

BLESSÉS GILETS JAUNES : INVISIBILISATION, MODE D'EMPLOI

DES MODIFICATIONS... PUIS LA SUPPRESSION

Mercredi 20 décembre, alors qu'il rentre de cours donnés en Allemagne, il est appelé par le rédacteur en chef Éric Karsenty, "très embêté", raconte André Gunthert. Quelques modifications sont demandées. À propos des attaques du 7-October, l'universitaire écrivait : *"Mais la situation de territoire sous blocus de la bande de Gaza depuis 2007 inscrit au contraire cette action dans l'histoire longue du refus de la souveraineté palestinienne, au nom du droit à l'existence de l'État d'Israël"*. Le magazine fait précéder la phrase de *"mais même si rien ne peut justifier le meurtre de civils"*. L'auteur indiquait que *"plusieurs responsables israéliens [...] véhiculent une série d'exagérations ou d'interprétations erronées, comme la décapitation de quarante bébés ou des corps d'enfants brûlés au four"* ? Fisheye Magazine ajoute *"même si des enfants ont bien été tués"*. Le chercheur accepte ces changements proposés par le rédacteur en chef.

Mais ça ne suffit pas pour le directeur de la publication Benoît Baume, comprend André Gunthert au fil des appels téléphoniques avec Éric Karsenty. En réalité, c'est le cœur de son analyse qui ne passe pas : *"À partir du moment où on prononce «colonial» en lien avec Israël, on démonte le récit autour du 7-October. Si vous êtes tenant du discours de Benjamin Netanyahu, rien ne va dans ma chronique."* Les échanges aboutissent à un ultimatum du chroniqueur : *"J'ai dit que s'il y avait un problème sur ce texte, je ne reviendrai pas à Fisheye, le deal était assez clair, ils le savaient avant de prendre la décision finale."* Mais le couperet tombe tout de même, et son texte, déjà maquetté, est finalement retiré de ce numéro à paraître début janvier.

LA FAIBLESSE DES IMAGES

Texte : Jérôme Durieux
Illustration : Vincent Baudry
à l'occasion des 10 ans de la création de la revue

Depuis près de deux ans, avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, puis l'attaque de Gaza par Israël, en réponse à l'opération militaire du Hamas en octobre 2023, la guerre occupe quotidiennement l'actualité des pays occidentaux. En 2014, la confrontation avec le groupe islamiste Daesh avait pris la forme d'une coalition des principales armées européennes, menée par les États-Unis. En dépit de cet engagement militaire, les attentats en métropole ou les raids aériers sur les chaînes de télévision donnaient alors un caractère éphémère aux affrontements. Cette fois, en revanche, les États occidentaux s'intéressent plus directement dans les conflits, mais déploient un soutien appuyé à l'Ukraine et à Israël.

Guerres par projection

Cette position d'acteurs engagés non belligérants fait la spécificité de la séquence actuelle, qui mobilise fermement les opinions publiques des pays alliés, dans les dirigeants cherchant l'approbation. Cette implication à distance dans une guerre par projection contre les « ennemis de l'Occident » renforce le rôle de miroir-gauche des images.

Un autre caractère qui rapproche ces conflits est leur dimension collective. L'invasion de l'Ukraine par la Russie résulte d'un projet d'annexion final de longue date. C'est aussi la conséquence des tentatives de rapprochement des dirigeants ukrainiens avec les instances européennes. La contradiction des intérêts officiels et de la Palestine sermoine, elle, à la partition de cette dernière par l'OSD en 1947 à laquelle aurait dû précéder la création de deux États, mais qui n'a conduit qu'à enterrer les deux peuples dans une confrontation sans issue.

Ce trait explique la férocité des combats, et le fait que ceux-ci touchent autant les populations civiles. Il contribue également à la pérennité des affrontements sermoine, avec l'usage d'armes lourdes, ainsi qu'à l'importance des destructions urbaines. Si les images de guerre sont toujours émanations, celles qui gèrent ces deux conflits sont donc particulièrement dures, et rappellent l'honneur de la Première Guerre mondiale. Les points communs s'accroissent. En France, ce conflit ukrainien, le soutien du camp occidental est allé au pays victime de l'agression, en situation d'indivisibilité militaire. De son côté, le gouvernement israélien a tenté d'accrocher l'opinion qui était en position de victime, en présentant l'attaque israélienne du Hamas comme un événement sans cause. Mais la situation de Gaza dans la bande de Gaza depuis 2007 n'est pas comparable à celle de l'Ukraine. Les dirigeants de la souveraineté palestinienne, au nom du droit à l'existence de l'État d'Israël.

Ce rapproche des principes traités au sein d'affrontements est nécessaire

pour comprendre le rôle qu'y jouent les images, dans un contexte de guerre de communication qui vise à renforcer le soutien des pays alliés. Précisons les termes du débat. Alors que l'appartenance des images gérées par la presse à l'actualité des faits est évidente, il faut souligner que les affrontements sermoine traités par les médias visuels dans le champ documentaire. Non que la guerre exclue les pratiques illustratives ou idéologiques, mais il faut bien reconnaître le rôle privilégié de ce type de production, qui n'est aucun effet sur le conflit.

Dès lors que l'information s'appuie largement sur les documents visuels, ce qu'on appelle volontiers la « guerre des images » est d'autant alimentée par le rôle des communications précises dans des situations souvent inaccessibles. On peut imaginer qu'il est facile de soulever une opinion publique distante à l'aide de photos ou de vidéos habillées. Pourtant, les principales manipulations ont eu lieu dans le champ du discours, et malgré l'existence de quelques cas de fabrication, ce sont bel et bien les images, sources à la critique collective, qui ont éduqué les publics et ont transmis les informations les plus fiables sur l'évolution des conflits.

Prendre le visuel

Leur observation permet de distinguer trois cas de figure. Il y a d'abord la situation qui associe un exercice indépendant du journalisme, comme c'est le cas en Ukraine. Révélé en avril 2022 par la circulation de vidéos sermoine, l'existence de chaînes de médias de guerre par l'armée d'occupation russe sont confirmées par le travail de journalistes de médias ou d'agences internationales, notamment Reuters ou le New York Times. Le scandale de cette découverte incite l'Union européenne à prononcer sans attendre des sanctions contre la Russie. Mais le traitement iconographique de cette information reste assujéti à la volonté de ne pas exposer le public aux formes les plus brutales de la violence. Les images de guerre sont épurées, celles des chaînes ne montrent que les sacs en plastique qui dissimulent les corps. Malgré ces précautions, des présentations sont soumises aux médias, qui témoignent de l'angoisse que suscitent ces images. On peut toutefois affirmer qu'une réalité choquante a fait l'objet de vérifications indépendantes et d'une présentation contrôlée et contrastée documentaire.

Le cas israélien contraste à l'inverse à une communication à l'opinion, encadrée par les dirigeants de l'armée et des services officiels, et limitant la possibilité pour les journalistes de vérifier l'information. Alors que le retour de civils suffit pour élever l'attention de crises de guerre, plusieurs responsables israéliens, soucieux d'imposer leur lecture de l'attaque du Hamas comme un acte exclusivement guidé par la haine, véhiculent une série d'expansions

ou d'intégrations erronées, comme la décapitation de quatorze bébés ou de corps féminins brûlés au bras. Le récit de ces atrocités complètes par les éléments les plus repus par les médias internationaux dans les jours suivant l'attaque. Il faudra attendre deux mois pour que ces informations soient démenties après enquête par les quotidiens israéliens Haaretz.

Toujours dans le but de démentir la haine du Hamas, les services israéliens vont compiler dans un message de quarante-huit minutes des images de vidéosurveillance, de CePro ou de téléphones portables de l'attaque du 7 octobre, pour les montrer lors de projections privées à des parlementaires ou à des journalistes étrangers. Remarque avec l'impression de ne pas exhiber les images de violence, Tzahal choisit délibérément de recourir à l'opération des formes documentaires brutes pour exciter l'indignation et la colère, dans une « stratégie du choc » appliquée aux images de guerre. Cependant, avec la limitation du visionnage à des publics choisis, cette méthode ne suffit pas à convaincre du bon droit d'Israël à punir la population de Gaza.

Au-delà de sa propre communication, le gouvernement israélien a également tenté de faire restreindre l'accès normal du journalisme, en empêchant pendant près de deux mois l'accès à la bande de Gaza, ou en ciblant les journalistes et professionnels des médias palestiniens, dont plus d'une soixantaine sont tombés sous les balles de Tzahal (au moment où nous écrivons ce texte). Contraire au journalisme des médias occidentaux, ces pratiques sont ancrées dans le public du Nord ou à la moindre visibilité des conditions de vie palestiniennes, comme la chaîne qatari Al Jazeera, habituellement d'informations sur les événements de Gaza mais de fortes limitations. Comme lors des révolutions arabes, les médias sociaux constituent la principale fenêtre accessible pour les publics occidentaux - traitant les cas de figure de l'utilisation des images lors de ces conflits.

La voix des faibles

Face à cette asymétrie d'information et de visibilité, il est d'autant plus remarquable de constater l'insuccès de la communication israélienne, qui devient manifeste à partir du mois de décembre 2023. Comparable au retournement de l'opinion lors du mouvement des gilets jaunes, cette perception élargie d'abord par les habitants d'un territoire essentiellement basé sur la déshabitude du Hamas, et qui tente contre toute vraisemblance d'effacer la dimension coloniale des objectifs israéliens. En dépit de l'appropriation généralement négative du mouvement israélien par les opinions occidentales, la souffrance des habitants de Gaza gagne en visibilité à mesure qu'augmentent le nombre de morts civils et l'ampleur des destructions. Les extrêmes d'interviews sur Al Jazeera ou les captures au smartphone de la douleur gagnée diffusées sur X (ex-Twitter) suffisent alors pour contraindre la voix de plus en plus affaiblie de la communication officielle israélienne. La multiplication des images d'enfants sous les décombres, de familles déchirées ou de parents brandissant des corps sans vie, même quand les bombardements de Tzahal ne touchent pas que des combattants du Hamas. Mais le spectacle déshabillé de la destruction systématique de Gaza n'a pas été le seul facteur de ce retournement. Une caractéristique de la guerre contre le Hamas a été le ciblage systématique des hôpitaux de l'enclave palestinienne, attaqué au nom de la doctrine qui veut que l'opération menée ne cache à l'abri des institutions hospitalières, selon le principe de « bouclier humain » - supposé justifier les bombardements. Mais la prohibition d'images d'hôpitaux dévastés ou de blessés privés de soins a répondu les normes de l'humanité. Inversement, la dignité et le courage des médecins membres d'ONG risquent leur vie pour porter secours aux habitants de Gaza, ainsi que leur témoignage public sur les chaînes d'information internationales est fermement pesé dans la balance.

Alors que l'armée américaine avait refusé en 1966 le contrôle direct de la circulation des informations et des images pendant la première guerre du Golfe, nous en avons observé une critique comme Jean Baudrillard à proposer la formule paradoxale « La guerre du Golfe n'a pas eu lieu » - il paraît aujourd'hui impossible de faire obstacle à la multiplication des sources, surtout dans la durée. Toutefois, il semble bien que le document audiovisuel continue un support primordial de l'information, son efficacité ne s'étant pas par la seule vertu du message visuel, comme le prouve le relatif échec des projections organisées par le gouvernement israélien.

Deux facteurs se combinent avec la valeur documentaire des images. Malgré sa moindre visibilité pour le public occidental, la communication pro-palestinienne a présenté une meilleure cohérence du récit que les observations de terrain, quand la propagande israélienne révisait à répétition des formes démenties par le spectacle de la destruction de Gaza. Enfin, la violence de guerre de l'attaque, qui devient manifeste à partir du mois de décembre 2023, qui devient manifeste à partir du mois de décembre 2023. Comparable au retournement de l'opinion lors du mouvement des gilets jaunes, cette perception élargie d'abord par les habitants d'un territoire essentiellement basé sur la déshabitude du Hamas, et qui tente contre toute vraisemblance d'effacer la dimension coloniale des objectifs israéliens. En dépit de l'appropriation généralement négative du mouvement israélien par les opinions occidentales, la souffrance des habitants de Gaza gagne en visibilité à mesure qu'augmentent le nombre de morts civils et l'ampleur des destructions. Les extrêmes d'interviews sur Al Jazeera ou les captures au smartphone de la douleur gagnée diffusées sur X (ex-Twitter) suffisent alors pour contraindre la voix de plus en plus affaiblie de la communication officielle israélienne. La multiplication des images d'enfants sous les décombres, de familles déchirées ou de parents brandissant des corps sans vie, même quand les bombardements de Tzahal ne touchent pas que des combattants du Hamas. Mais le spectacle déshabillé de la destruction systématique de Gaza n'a pas été le seul facteur de ce retournement. Une caractéristique de la guerre contre le Hamas a été le ciblage systématique des hôpitaux de l'enclave palestinienne, attaqué au nom de la doctrine qui veut que l'opération menée ne cache à l'abri des institutions hospitalières, selon le principe de « bouclier humain » - supposé justifier les bombardements. Mais la prohibition d'images d'hôpitaux dévastés ou de blessés privés de soins a répondu les normes de l'humanité. Inversement, la dignité et le courage des médecins membres d'ONG risquent leur vie pour porter secours aux habitants de Gaza, ainsi que leur témoignage public sur les chaînes d'information internationales est fermement pesé dans la balance.

Prête à être publiée, et pourtant supprimée

Fisheye Magazine, jan. 2024 / Document ASI

"ON PRÉSENTAIT UN POINT DE VUE EXTRÊMEMENT À CHARGE CONTRE ISRAËL"

"Nous préparions un numéro entièrement dédié à la question de l'imagerie de la guerre, [...] on lui a demandé une chronique sur ce thème, commente de son côté Benoît Baume auprès d'ASI – Éric Karsenty n'a pas souhaité s'exprimer. Dans ce cadre, il a fait une chronique qui parle en fait très peu de l'image et beaucoup du conflit entre Israël et le Hamas." Selon un décompte d'ASI, si la majeure partie du texte de 11 000 signes concerne en effet la situation en Israël et à Gaza, les phrases traitant directement des images et de leur circulations, elles, en représentent 60 % en nombre de signes. "La manière qu'il a de présenter les choses comporte beaucoup d'erreurs, par exemple quand il dit qu'Israël avait dit que 40 bébés avaient été tués et qu'un quotidien israélien a reconnu que c'était faux, sauf que des bébés sont bien morts. [...] je ne veux pas qu'on dise qu'aucun bébé n'a été tué dans l'attaque du 7-October." André Gunthert citait alors, pour infirmer la fausse nouvelle des "bébés tués", une longue enquête du [seul quotidien de gauche restant en Israël](#), Haaretz, [publiée début décembre](#). Et n'affirmait pas qu'aucun bébé avait été tué ce jour-là (deux l'ont été dont l'un était encore dans le ventre de sa mère selon Haaretz, ndlr).

LIRE AUSSI

"ORIENT XXI" ENQUÊTE SUR "HAARETZ", CONTRE-SYMBOLE DE LA COLONISATION ISRAËLIENNE

"On présentait un point de vue extrêmement à charge contre Israël, je trouvais que cette chronique n'était pas ce qu'on lui demandait sur l'imagerie de guerre. Et il comportait peu d'exemples, assez peu étayés. Notre sujet, c'est quand même l'image, et on se retrouve avec un papier d'opinion sur cette guerre", poursuit Benoît Baume. Il regrette aussi que la chronique "ne dise pas que le Hamas était un mouvement terroriste", qu'elle "ne parle pas du tout des images du Hamas qui sont fausses", qu'elle ne fasse "aucune référence aux otages". Ou qu'elle "emploie assez vite le terme «Palestinien» et transforme" la guerre en "conflit entre Israël et la Palestine alors que je ne crois pas que la Cisjordanie et le Fatah soient en guerre contre Israël aujourd'hui". Autre exemple, majeur et symbolique selon le directeur de publication : "Il parle de «propagande» pour Israël et de «communication» pour le Hamas, comme si ce n'était pas aussi de la propagande." Il assure qu'il a déjà été en désaccord avec de précédentes chroniques du chercheur, sans pour autant interdire leur publication (ce qu'André Gunthert confirme à ASI).

Mais "là, je me retrouvais avec des choses fausses et j'en ai la responsabilité en tant que directeur de la publication". Et le directeur de la publication de résumer : "On a essayé de l'amender, et en fait, c'est tout ce papier qu'il fallait changer. On est arrivé à la conclusion qu'on ne pouvait pas le publier en l'état." Benoît Baume ajoute que Fisheye Magazine "a aussi le droit de refuser un papier qui ne correspond pas à notre dossier ou qui ne respecte pas les règles de vérité ou de déontologie". Un comble pour André Gunthert, lui qui estimait "tiède" le texte devant être publié, "une sorte d'entre-deux où j'essaie d'être très neutre". Le bimestriel a néanmoins proposé au chercheur de lui payer cette dernière chronique non publiée. Il a refusé, notamment afin de conserver un droit moral sur son texte. Cette chronique, nous la publions avec son aimable autorisation en intégralité et en accès libre.